

avenir analyse

Un (capital) risque étatique ?

Comment la Suisse peut renforcer sa capacité d'innovation, même sans start-ups financées par l'Etat

La Berne fédérale envisage de soutenir financièrement les start-ups en phase de croissance. Mais une analyse d'Avenir Suisse montre que les jeunes entreprises suisses attirent déjà des volumes croissants de capital-risque, sans aucun soutien de l'Etat. Pour renforcer la capacité d'innovation du pays, la Confédération ferait mieux de supprimer les obstacles existants.

La Suisse fait partie des principaux pôles d'innovation dans le monde. Chaque année, des dizaines de nouvelles entreprises sont créées dans les hautes écoles, notamment les EPF, et l'écosystème des start-ups est en pleine expansion. Mais les jeunes entreprises rencontrent parfois des problèmes de financement. C'est pourquoi les politiciens de plusieurs partis demandent que l'Etat investisse en capital-risque.

Un marché du capital-risque développé est important pour la Suisse. Il favorise la création d'entreprises innovantes et contribue ainsi au renouvellement et à la compétitivité de la Suisse, caractérisée par des salaires élevés. Voici trois raisons de s'opposer à une intervention de l'Etat :

- **Une évolution prometteuse :** Le marché suisse du capital-risque est récent. Les trois quarts des fonds actifs existent depuis moins de dix ans. Le marché ne cesse toutefois de gagner en maturité : en 2024, 2,5 milliards de francs ont été investis en capital-risque dans des start-ups, soit cinq fois plus qu'il y a dix ans. Ces montants sont donc comparables à ceux d'autres pays européens dotés d'un écosystème de start-ups florissant.
- **Des craintes exagérées quant à la délocalisation :** Les start-ups suisses en quête de capitaux ne quittent pas massivement le pays. Selon les nouvelles estimations d'Avenir Suisse, seule 1 start-up sur 20 environ transfère son siège social à l'étranger. La forte présence d'investisseurs internationaux montre au contraire à quel point les start-ups suisses sont attractives. Elles ont ainsi accès à un savoir-faire international et à des marchés mondiaux.
- **Bilan peu encourageant en Europe :** Enfin, on prétend que le capital-risque de l'Etat est nécessaire pour compenser les désavantages concurrentiels par rapport aux pays européens. Depuis une vingtaine d'années, l'Etat investit de plus en plus en capital-risque dans ces pays. Or, l'essor espéré ne s'est toujours pas produit. Les fonds publics obtiennent souvent de moins bons résultats que les fonds privés,

évincent les investissements et dirigent les capitaux vers des domaines potentiellement moins rentables.

Poursuivre une politique d'innovation à succès

Plutôt que de se transformer en investisseur en capital-risque, l'Etat devrait se concentrer sur ses compétences clés. Il est essentiel que le socle de connaissances et de recherche reste bien ancré dans le pays et que les conditions-cadres pour les start-ups soient améliorées.

La Suisse devrait donc, premièrement, **maintenir les priorités de sa politique de recherche et d'innovation**. Elle devrait continuer à investir principalement dans la recherche fondamentale, en mettant l'accent sur les domaines Mint et de sciences de la vie. De nombreuses innovations reposent sur les progrès réalisés dans ces disciplines. Deuxièmement, la Confédération devrait s'atteler à trois réformes afin de renforcer les conditions-cadres :

- **Supprimer le droit de timbre** : Le droit d'émission sur capital propre rend les augmentations de capital plus chères et entrave ainsi les tours de financement particulièrement importants.
- **Donner aux start-ups l'accès au vivier mondial de talents** : Dans la course internationale aux talents, la Suisse devrait renforcer son attractivité. Pour ce faire, des visas pour les start-ups et des simplifications pour les diplômés hautement qualifiés de pays tiers sont nécessaires.
- **Moderniser la loi sur le travail** : La flexibilité du marché du travail est essentielle pour la prospérité de la Suisse. C'est pourquoi des modèles de temps de travail plus flexibles et une saisie simplifiée des heures de travail sont nécessaires pour une société numérique.

Lukas Schmid, auteur de l'étude, souligne : «Pour commercialiser de bonnes idées, du capital-risque est nécessaire, mais pas de l'Etat. Si l'on veut vraiment encourager les start-ups, il faut donc miser sur une amélioration des conditions-cadres, en supprimant le droit de timbre par exemple.»

avenir analyse : «Un (capital) risque étatique ?», Lukas Schmid et Noa Reggiani, disponible en ligne à partir du mardi 3 février 2026, à 5 heures sur avenir-suisse.ch.

Informations complémentaires : Lukas Schmid, +41 44 445 90 08, lukas.schmid@avvenir-suisse.ch ; Diego Taboada, +41 21 612 66 15, diego.taboada@avvenir-suisse.ch